



Communiqué à l'occasion du 1 Mai 2020

La vérité, toute la vérité sur Le sort des disparus et l'ensemble des violations graves des droits humains

Pour La Mise en place d'un mécanisme national indépendant de vérité sur les personnes disparues au Maroc

Les familles des disparus et des victimes de la disparition forcée au Maroc expriment leur Solidarité avec toutes et tous les ouvriers à travers le monde et en particulier la classe ouvrière Marocaine. Par ailleurs, à cette occasion du 1^{er} mai, fête du travail, le comité de coordination des familles des disparus et des victimes de la disparition forcée au Maroc expriment aussi toutes ses condoléances aux familles et amis de toutes les victimes de cette catastrophe sanitaire que nous connaissons et appelle tous les citoyens à se protéger et à protéger les leurs en respectant les mesures d'hygiène et de la distanciation sociale.

En ces temps de confinement et de l'état d'urgence sanitaire, nous, famille des disparus et des victimes de la disparition forcée, étions extrêmement surpris par la publication du Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Maroc comme si le Conseil National des Droits de l'Homme voulait fuir tout débat.

Le dit rapport a consacré sa section 6 au suivi des recommandations de l'IER. Dès lors, il apparaît clairement l'objectif poursuivi par le CNDH qui est la tentative de la liquidation du dossier des violations graves des droits humains commise dans notre pays. En effet, le CNDH a tenté de fuir la vérité voir de la maquiller par un foisonnement de chiffres. Il a ainsi décrété que la vérité a été faite concernant la totalité des disparus sauf deux cas dont il a considéré qu'il n'a pas été prouvé l'implication des autorités publiques dans leur disparition.

Les familles des disparus et des victimes de la disparition forcée dont le sort reste inconnu rejettent les affirmations contenu dans ce rapport et condamne le procédé utilisé par le CNDH. D'ailleurs, nous avons émis plusieurs mises en garde à ce sujet car cette voie inique se profilait depuis déjà un moment. Malheureusement, nous

constatons que le CNDH continue à être le relais de l'approche du pouvoir et ainsi il perd toute crédibilité pour se définir comme indépendant.

En fin, les familles des disparus et des victimes de la disparition forcée au Maroc tiennent à affirmer qu'au Maroc le dossier des violations graves et notamment la question épineuse du sort des disparus n'a pas trouvé le chemin d'un règlement juste et équitable : les disparus sont toujours disparus, et les dépouilles des présumés décédés sont toujours séquestrée par le pouvoir. L'impunité pour les criminels demeure la règle absolue.

Face à l'absence de toute volonté politique du pouvoir à satisfaire les revendications légitimes des victimes et de leurs familles à savoir :

- La Mise en place d'un mécanisme national indépendant de vérité sur les personnes disparues au Maroc,
- La divulgation du sort des disparus de tous les disparus et la libération des vivants d'entre eux,
- L'accès aux dossiers constitués par l'ex-IER et sans restriction afin d'exercer notre droit au contradictoire,
- L'identification par ADN et la restitution des dépouilles aux familles,
- L'éviction des criminels responsables des violations graves des droits humains de leur fonction,
- La libération urgente de tous les détenus politiques (Rif,),

Les familles des disparus et des victimes de la disparition forcée au Maroc, ont maintenant la conviction que seule une commission d'enquête indépendante et impartiale peut contribuer à avancer vers le chemin de la vérité pour un règlement juste et équitable du dossier des violations graves des droits humains dans notre pays.

En fin nous rappelons que la lutte des familles des disparus et des victimes de la disparition forcée au Maroc s'inscrit dans la lutte globale de toutes les forces vives et démocratiques pour la justice, la liberté, l'égalité, la dignité et pour l'état de droit.

Fait à Casablanca le 29 Avril 2020

Comité de coordination des familles des disparus et des victimes de la disparition forcée au Maroc